

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN SUISSE



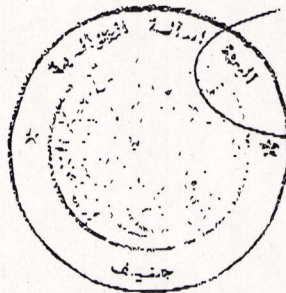
البعثة الدائمة
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية بسويسرا

MPAG/SH/N° 727/11

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales en Suisse présente ses compliments à l'Office du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Division des organes des traités, et se référant à la lettre de Mme Navy Pillay, Haute Commissaire aux droits de l'homme, datée du 14 novembre 2011 concernant le processus de renforcement des organes des traités, a l'honneur de lui transmettre, en annexe, la contribution du Gouvernement algérien au processus précité.

La Mission permanente saurait gré au Haut-Commissariat de l'attention qu'il voudra bien accorder au contenu de cette contribution dans le cadre de l'élaboration du rapport que la Haute Commissaire entend finaliser au début de l'année 2012.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Division des organes des traités, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 30 décembre 2011.

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
Division des organes des traités des droits de l'homme
Palais Wilson
51, rue des Pâquis
1211 Genève

OHCHR REGISTRY

30 DEC 2011

Recipients: HRID Director

Contribution et commentaires du Gouvernement algérien concernant le renforcement des organes de surveillance des traités des droits de l'homme

Le Gouvernement algérien souhaite réitérer l'attachement que l'Algérie a, à maintes occasions, manifesté, en faveur d'une coopération et d'un dialogue fructueux, responsable, transparent et de bonne foi avec l'ensemble des organes des traités, au bénéfice de la promotion, de la protection et de la réalisation des droits énoncés par ces traités.

Le Gouvernement algérien reconnaît et apprécie l'apport des différents organes des traités à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Il est attaché au respect de l'indépendance de ces organes.

Il est également conscient et reconnaissant des efforts déployés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme afin d'assurer un secrétariat de qualité pour les organes créés en vertu des traités des droits de l'homme.

Le Gouvernement algérien salue, en outre, le souci de Mme Navypillay, Haute Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, de trouver les réponses idoines aux défis qui se posent à l'ensemble des organes des traités, en particulier en termes de manque de ressources nécessaires à leur fonctionnement effectif et optimal dans la mise en œuvre des mandats qui leur sont confiés par les traités en vertu desquels ils ont été créés.

Dans ce cadre, le Gouvernement algérien apprécie l'opportunité qui lui est offerte d'apporter sa contribution dans le cadre du processus initié en vue de renforcer l'effectivité et l'efficacité des organes des traités.

A cet effet, en complément des commentaires de la délégation algérienne à la consultation de Sion (ci-joint copie de ces commentaires), le Gouvernement algérien souhaite apporter la contribution préliminaire suivante, y compris en réaction à certaines propositions émergentes, et espère que celle-ci sera dûment reflétée dans la compilation qui sera élaborée par le Haut-Commissaire :

I- PRINCIPES GENERAUX :

- Le système des organes des traités se caractérise par la centralité de la relation bilatérale entre un Etat partie à un traité des droits de l'homme et l'organe conventionnel créé en vertu de ce traité pour en surveiller l'application au niveau national. De ce fait, une consultation préalable suffisante des Etats est cruciale pour la formulation de propositions de solution visant à faire face aux défis rencontrés par le système des organes des traités. De telles solutions doivent nécessairement bénéficier du soutien et de l'appropriation par les Etats parties. Elles doivent résulter d'un processus intergouvernemental inclusif.
- Les solutions préconisées ne doivent en aucun cas contrarier les dispositions des traités des droits de l'homme concernés ou s'en éloigner. Elles doivent favoriser en priorité les mesures qui visent à l'accomplissement par les organes des traités des activités qui leur sont confiées par ces traités ou leurs protocoles facultatifs. Les méthodes de travail et les règlements intérieurs adoptés par les organes des traités doivent s'inscrire en cohérence avec les dispositions des traités concernés et ne pas aboutir à leur contradiction.
- Le financement des activités des organes des traités et des services de secrétariat qui leur sont fournis afin de s'acquitter de leur mandat ne peut se faire par le biais de contributions volontaires. Il doit

exclusivement résulter du budget régulier des Nations unies. Dans ce cadre, le Gouvernement algérien est disposé à coopérer et à s'associer aux efforts et discussions visant à doter les organes des traités des ressources budgétaires et du temps de réunion supplémentaire correspondants à l'amplification de la charge de travail induite par l'augmentation du nombre de ratifications des différents traités des droits de l'homme.

- Les solutions proposées ne doivent pas engendrer des implications financières d'activités qui iraient au-delà de celles induites par le respect strict du mandat de chaque organe des traités. Elles devraient ainsi exclure par exemple de la substitution de la présentation des rapports périodiques par des visites dans le pays concerné. Il en est de même de la conduite d'activités supplémentaires au détriment des activités mandatées (examen des rapports périodiques et des plaintes individuelles). Les activités mandatées doivent en effet être prioritaires pour résorber les retards enregistrés et l'épuration des reliquats.
- La spécificité du système des organes des traités par rapport à d'autres mécanismes onusiens (Examen périodique universel, procédures spéciales) ou régionaux doit constamment être respectée et sauvegardée.
- Le processus de renforcement des organes de traités doit permettre d'aborder et de résoudre les difficultés découlant tant de la présentation des rapports périodiques que de l'examen des plaintes individuelles. Les consultations doivent ainsi permettre de discuter des méthodes de travail appliquées par les organes des traités tant à l'examen des rapports périodiques des Etats qu'à l'examen des communications individuelles.
- L'harmonisation des méthodes de travail des organes des traités doit se faire pour autant que la spécificité de chaque traité le permet.
- Le processus de renforcement des organes des traités doit avoir pour objectif principal de renforcer l'efficacité de ces organes de manière à ce que leurs actions facilitent aux Etats parties la mise en œuvre des traités des droits de l'homme concernés et les assistent à cette fin.

II- ASPECTS SPECIFIQUES :

1- Présentation des rapports périodiques :

- **La liste des questions avant la présentation des rapports (List of issues prior to reporting (LOIPR)) :** Sous le système habituel de présentation des rapports périodiques par les Etats parties, ce sont les informations contenues dans ces rapports qui forment la base de l'examen. A l'opposé, dans le cadre de la LOIPR, ce sont les réponses aux questions élaborées par les organes des traités qui constituent la base de l'examen. Or tant que la formulation de ces questions ne repose pas sur un système garantissant la non politisation et la crédibilité des informations et des sources qui en sont à l'origine, les avantages escomptés du système de la LOIPR peuvent être compromis. Ce système doit demeurer facultatif et faute de son acceptation de la part de l'Etat concerné, la LOIPR ne peut être rendue publique
- **Elaboration des observations finales suite à la présentation des rapports périodiques :** Une réflexion en profondeur devrait être engagée sur la méthode actuellement suivie en matière d'adoption des observations finales/conclusions par les organes des traités. En plus des commentaires formulés par les experts des différents comités, il doit également être fait référence aux arguments développés par l'Etat partie au cours du dialogue interactif/ dialogue constructif. Cette approche se justifie par le

souci d'équité, d'impartialité, de transparence et du respect du principe du contradictoire qui doivent guider les travaux des organes des traités. Elle se justifie également par le souci de prendre en compte les efforts déployés par l'Etat partie concerné qui, en dépêchant une délégation multidisciplinaire de haut niveau, fait preuve de sa volonté d'engager un dialogue interactif fructueux avec les membres des comités au service de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le libellé des observations finales/conclusions doit éviter la politisation et doit permettre à l'Etat partie de comprendre le processus qui a conduit à la prise en compte ou non des arguments développés par lui durant un dialogue qui doit être constructif avec l'organe de traité. Une telle approche comporte un aspect pédagogique pour l'Etat partie et permet de renforcer son engagement.

Par ailleurs, la formulation des observations finales devrait gagner en précision et être réduite en longueur. Les observations finales devraient se concentrer sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre arrêtées par les Etats pour donner effet aux dispositions d'un traité. Le suivi des constatations relatives à l'examen des plaintes individuelles doit demeurer un processus séparé.

L'implication des autres parties prenantes (ONG, INDH...) dans le processus de présentation et d'examen des rapports périodiques : L'apport positif de l'implication des INDH et des ONG locales dans la préparation des rapports périodiques ou dans la mise en œuvre des observations finales est indéniable. Cependant, le rôle premier et central de l'Etat partie dans la mise en œuvre des obligations découlant des traités doit être préservé.

S'agissant de l'interaction des ONG avec les organes des traités, il est important de respecter les règles minimales régissant les relations de ces ONG avec d'autres mécanismes onusiens des droits de l'homme, notamment celles découlant de la résolution 1996/31 de l'ECOSOC.

Examen de la situation d'un Etat en l'absence de rapport périodique : La défaillance d'un Etat partie dans la présentation de ses rapports périodiques est un sujet de préoccupation. Les causes d'une telle défaillance doivent être examinées avec attention pour envisager des solutions de soutien au pays concerné, s'il le souhaite (assistance technique). Toutefois, l'idée d'examiner la situation d'un pays vis-à-vis d'un traité en l'absence de son rapport national ne peut constituer une option car elle contreviendrait aux dispositions du traité lui-même qui se basent sur la présentation d'un tel rapport.

2- Examen des communications/ plaintes individuelles :

- **Le processus du renforcement des organes des traités gagnerait à prévoir une consultation avec les Etats parties sur les procédures applicables aux communications/plaintes individuelles :** Ces procédures sont prévues dans les traités ou leurs protocoles facultatifs mais sont détaillées dans les règlements intérieurs et méthodes de travail élaborés par les organes des traités. Cette prérogative étant certes prévue dans les traités, le processus d'élaboration ou de révision des règlements intérieurs ou méthodes de travail applicables aux plaintes individuelles devrait néanmoins bénéficier de consultations régulières avec les Etats parties. Les règles applicables par exemple à l'examen séparé et préalable de la recevabilité de celui du fond de ces plaintes ou à la motivation des décisions prises dans ce cadre doivent faire l'objet de consultations avec les Etats de façon à s'assurer de leur conformité aux dispositions du traité concerné et aux principes généraux du droit ainsi que du respect des garanties procédurales communes aux divers systèmes juridiques.

- **Interaction et coopération des organes des traités avec les autres mécanismes des droits de l'homme :** Cette interaction doit se faire dans le respect des mandats respectifs de chaque mécanisme. Les organes des traités ont certes accès aux rapports élaborés par ces mécanismes (EPU, procédures

spéciales, mécanismes régionaux des droits de l'homme) mais ne sont pas compétents pour en assurer le suivi.

3- Les réunions des membres/présidents des organes des traités avec les Etats parties :

Ces réunions constituent une excellente opportunité d'interaction entre les organes des traités et les Etats parties. Elles permettent aux uns et aux autres d'être au fait des préoccupations soulevées par les activités des organes des traités. Elles permettent aux Etats parties d'être informés des développements et des préoccupations liés à ces activités en les sensibilisant sur les difficultés rencontrées dans ce cadre. Il serait toutefois utile que les Etats parties puissent introduire des points qu'ils souhaitent aborder dans l'ordre du jour des réunions avec les organes des traités. Un point permanent pour aborder ces questions devrait en outre être inclus dans l'ordre du jour des réunions des Etats parties aux différents traités, en plus des points relatifs à l'élection des membres des comités.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MISSION PERMANENTE
AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES
ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
EN SUISSE



البعثة الدائمة
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية بسويسرا

Check against delivery

**Informal technical consultation with the States Parties
on the strengthening of the Treaty bodies system**

Sion, 12 – 13 May 2011

.....

Contribution of the Algerian delegation

Mr Moderator,

A the outset, we would like to extend our appreciation to the OHCHR and to the International Child Rights Institute for organizing this informal technical consultation for State parties on the topic of strengthening the treaty body system.

We would like to thank Mrs Pillay Navy, United Nations High Commissioner for Human Rights, for her opening statement . Our appreciation goes also to Mr Zermatten, Ms Lee and Ms. Madjodina for their enlightening presentations.

We welcome this opportunity for sharing views on how to best address challenges currently facing the treaty body system. We would like to ensure the organizers and delegations of our constructive engagement in the discussions during the upcoming two days.

Since this is the first time I take the floor, I would like to share some elements of importance for my delegation before touching on the first topic under discussion this morning (i.e Strengthening the preparation of States Parties' reports).

Algeria takes very seriously its treaty obligations under International human rights instruments to which it is party. Since 2007, Algeria has presented three periodic reports (CCPR, CAT, ESCR) and an initial report (CMW) and has submitted two periodic reports that are yet to be considered by the relevant treaty bodies (CRC, CEDW). As a result, we consider that we have a recent and updated experience with the treaty body system. As such, we find it important to address issues related to the said system. These should not be limited to the aspect of reporting obligations of States parties. It should relate to the aspect of individual communications and rules of procedure applied thereto as well. We would have then hoped to see this last aspect receiving more attention in the proposed program of work.

As we embark in the discussions, we would like to highlight a number of fundamental points and parameters that will inform our interventions.

- 1- The treaty body system is characterized by the centrality of the bilateral nature of the relationship between a State party to a given human rights treaty and the relevant treaty body in order for the latter to assist, guide and support that State party to implement, at the national level, the provisions of that treaty. Thus, it is crucial for States parties to be extensively consulted when proposals of solutions are envisaged in order to meet the challenges faced by the treaty body system. Such proposals will necessarily need to benefit from a minimum of ownership, support and adherence to by States parties. In fact, a State party 'commitment under a treaty is rather of a contractual nature (for evidence, it can make reservations at the time of ratification or adherence) than that of a membership agreement nature (contrat d'adhésion) where conditions of implementation could be reviewed without its consent.
- 2- The State is the sole responsible (and accountable) for the implementation of its treaty obligations under the international human rights instruments to which it is party, both in terms legislative, judicial, administrative or other measures meant to give effect to the relevant treaty provisions and in terms of the preparation and the presentation of reports to relevant treaty bodies.
- 3- Responses to challenges currently faced by treaty bodies should be first sought through refocusing our attention on the relevant provisions of concerned treaties and inside the agreed scope. Such provisions clearly define the areas of intervention and the mandate of each treaty body and set out states parties' obligations. Each treaty is an independant commitment by a State.

In our view, the preliminary question that should be answered before proposing any solution either in response to the challenges faced by the system or with a view to rationalizing or improving its functioning is whether those challenges are not in reality the result of a sort of remoteness or dispersion by treaty bodies vis-à-vis their primary functions, as spelt out in the relevant instrument?

- 4- The necessity to constantly bear in mind and observe the specificity of the treaty body system as compared to other United Nations human rights mechanisms (UPR, special procedures) traditionally referred to as Charter-based system.

Allow me now to revert back to the first topic which is under discussion this morning.

I- **Strengthening the preparation of reports by States parties.**

1. Algeria's experience as to the preparation of its periodic reports:

- Initial and periodic reports as well as responses to the list of issues are prepared through a process of inter-ministerial meetings coordinated by the MFA. This process also involves the National human rights institution (CNCPPDH). The inter-ministerial nature of the exercise is also reflected through the composition of the delegations presenting the report.

That having been said, and bearing in mind the fact that treaties do not take an intrusive or a prescriptive approach as they allow the State Party to take full responsibility for the preparation of its reports and the bearing in mind also the challenges referred to by Ms. Lee this morning, we wonder in which way the issue of strengthening the preparation of reports by States parties addresses concerns such as lack of resources, delays in consideration of already submitted reports, insufficient implementation of treaty provisions or insufficiently enhanced constructive dialogue between States parties and treaty bodies. We would be interested to know the views of treaty bodies' members present with us today.

2. In order to obtain more focussed reports from States parties and to ensure that periodic reports contain specific information on the implementation of previous concluding observations, we would make two concrete suggestions:

- Compliance with the harmonized guidelines on reporting under international human rights instruments contained in document HRI/MC/2006/3 which was transmitted to States parties by OHCHR in July 2007 gives a satisfactory response to the concern of obtaining targeted reports.

- Without prejudice to follow-up procedures for the concluding observations adopted by some treaty bodies, treaty bodies in general may wish to include a standard concluding observation in all reports inviting the State party concerned to include information on the implementation of previous concluding observations in its next periodic report.

3. With regard to alternatives to standard reporting procedures, including the List of issues prior to reporting (LOIPR), we think that more focussed reports in compliance with the abovementioned harmonized guidelines takes into account a number of concerns. Among these:

- the compliance with the provisions of the relevant treaty with regard to the reporting procedure, in light of what a given State party has agreed to be bound to at the time of the signature of the said treaty.

- the maintenance of the State party as the main actor, in its capacity of duty bearer, in the reporting and in the implementation processes, including with regards to the information provided to the treaty body.

In addition, possible lack of certainty as to the credibility and the reliability of the sources of information based on which the LOIPR are formulated or in the absence of, at least, negotiated and agreed guidelines for the elaboration of such a list of issues, it seems for the time being difficult to envisage this option as a possible alternative to the standard reporting procedure. This concern is particularly relevant in view of the fact that States parties, in the system currently applied with regard to LOIPR are not being given any opportunity for example to correct false or inaccurate information.

We think that, for the time being, the LOIPR should not be envisaged as an alternative to the standard reporting procedure even if we do acknowledge that, in theory, it seems to be a good response to the concern of obtaining more focussed reports and lesser human and financial resource spent. Before drawing up any conclusion as to this procedure, there is still a need to assess it, in particular in light of practical experiences of States that have accepted it so far.

II- Enhancing the constructive dialogue between treaty bodies and state parties:

We would like to thank Ms/Mr.... for his/her informative and interesting presentations on how to enhance the constructive dialogue between treaty bodies and States parties.

My delegation views that this aspect is of a crucial importance. This is due to the fact that it directly relates to the mutual exchange and understanding that is supposed to take place between the TB and the State party in order to achieve one main goal: **a better implementation of the treaty to the benefit of the improvement of the Human rights situation on the ground and to the promotion and protection of these rights**, with due consideration to be given to challenges and constraints faced by the State party. On the quality of the dialogue and its constructiveness and on the way such a dialogue is reflected on the concluding observations depend the existence or not of a sense of ownership by the State party of those observations.

That is why we consider that dealing with this aspect of the reporting process not only requires a maximised quality and visibility of the dialogue but also the enhancement of the respect for the principles of transparency, interactivity, objectivity, non-politicisation, accuracy and adversarial. This includes:

- an appropriate and efficient management of the time available. In order to maximize such a time, members of treaty bodies should coordinate among themselves to avoid repetitions of the same questions.
- making efforts to pose focussed questions based on credible and reliable information,
- a balance between the time dedicated to questions and the time dedicated to answers
- a balanced reflection in the concluding observations of the content of the dialogue, otherwise there might be a sentiment in the State party's delegation that efforts made are not taken into account, challenges raised are not born in mind thus contravening the formulation of objective but tailored recommendations for a better implementation of the treaty(which is required to make difference on the ground);
- attaching the State party's comments on the concluding observations to the annual report of the TB concerned to the GA (which also contributes to the visibility of the dialogue)

As far as the enhancement of the visibility of the dialogue is concerned:

- this has to start within and towards the State party's delegation coming from capital. The more constructive is the exchange and the dialogue between the TB members and the members of the delegation, the more receptivity to the concluding observation is achieved.

Concerning the proposal of webcasting the interactive dialogue, it seems to be largely an issue of resourcing.

III- Implementation of treaty bodies outputs and impact on the protection of rights holders:

Before entering in the details of the discussions of this topic, we would like to raise two points that are very much related to the reinforcement of the implementation of TB' jurisprudence and recommendations at the domestic level.

- 1- The involvement of States parties, through an interactive consultative process, in the elaboration by TB of their rules of procedures, in particular with regard to communications.

While acknowledging that human rights instruments have been entrusted TB with the mandate of adopting their own rules of procedures, States parties should be given the opportunity to make contributions to this end as long as these rules can sometimes impact on the development of a jurisprudence. We think in particular of the rules of procedure applied to communications, notably the issue of the consideration of admissibility and of merits of a case.

Bearing in mind the fact that this aspect is not reflected in the programme of work of the consultation, we would like to request that this matter be debated as soon as possible, including during the next inter-committee meeting. The purpose would be to allow States parties to voice their concern and to make suggestions for their consideration by TB in order to determine, within different existing rules of procedures, the one that better guarantees a disjoined consideration of admissibility and merits of a communication, in particular in the case of non exhaustion of available domestic remedies. The aim would be to make sure that applied rules of procedures do not lead to a violation of the principle of separation of powers when requesting the government of a State party to give comments on the substance of a case while has not been dealt with by the judiciary or is still pending before it.

- 2- The respect for the principle of non-retroactivity of the provisions of treaties. To legitimately expect from a State party to implement at the domestic level concluding observations or opinions, these should abide by the principle of non-retroactivity. A State party cannot be held accountable for facts that took place before the entry into force of a treaty for that it and be asked to implement at the domestic level concluding observations or opinions not respecting this basic principle (lack of predictability).

Reverting back to the topic under discussion, we would like to make the following comments:

- The idea of country visits as an alternative to reporting should not be considered as a viable option since it is not provided for by the treaties. Visits and inquiries are included in some treaties in a very narrowed scope in response to specific situations and where particular procedures have to be respected.
- The idea that has been put forward to the effect of holding TB sessions in different regions with the support of UN regional Commissions. We don't have a strong feeling about this proposal except with regards to financial implications, including concerning travel cost for a State party delegation to a more remote region compared to headquarters in Geneva/New York. In addition this option does not guarantee a specific impact on the ground as long as the work to be done according to TB mandates is to consider reports.

- Concerning the holding of inter-committee meetings and meetings of Chairpersons outside Geneva, while acknowledging the fact that this might bring visibility to the work of TB and bring them closer to the implementation level, this option raises the problem of the participation of Geneva based Missions to these meetings. In fact, Permanent Missions in Geneva are knowledgeable of the work of TB and through their meetings with TB within inter-committee meetings and meetings of Chairpersons, can bring substantive contributions that could not necessarily be provided by States parties' representations outside Geneva (or New York).
- The proposal of more involvement of UN actors at the country level (UNDP, UNICEF; UNIFEM) for the implementation of TB recommendations could be useful as long as it is at the request of the country concerned and it is provided in response to the needs defined by the latter. The notion of a systematic involvement does not seem to be advisable.
- The issue of ensuring a coordinated process for the implementation, at the country level, of recommendations of various TB does not seem necessary (what is the value added for OHCHR to interfere in this area). In fact, it is up to the State party concerned to take the responsibility of the implementation of TB recommendation. The issue of coordination in the implementation of recommendations pertains to internal arrangements that the State concerned might wish to take in a specific manner or not. Suggestions in this regard should take into account the fact that implementation aspects are in the remit of the State party which can, if deemed appropriate, resort to technical assistance and capacity building.
- On the issue of ensure an integrated implementation of all recommendations emanating from the main international human rights mechanisms (TB, Special procedures and UPR), we would like to maintain our previous observation on the necessity to preserve the specificity, the mandate, the scope and the identity of the work of each mechanism. For instance, TB have no mandate as to the implementation of UPR recommendations (institutionally speaking). However, coordination between different mechanisms is possible to ensure a certain level of consistency.

Commitments by States parties in the framework of international human rights instruments or as a result of accepted UPR recommendations obey to a different logic than recommendations made by Special procedures. Procedures thereto are different and the level of obligation is different. In substance, we agree that it is desirable that recommendations emanating from human rights mechanisms be implemented but at the same time there is a need not to over burden the State concerned by putting at the same level of commitment recommendations that are not equally mandatory.

IV- Independence and expertise of treaty bodies' members:

- Nomination and election of TB members follows a different logic than the selection and nomination process of Special procedures and members of the Advisory Committee of the HRC. In addition to the fact that for TB, nomination of experts (including with regard to the internal nomination process) and election are exclusively sovereign rights and prerogatives of States parties, there is a need to ensure representation of different legal systems and geographical regions. Relevant provisions of the treaties are sufficiently clear in that regard and with regards to the criteria of independence, expertise....
- In all areas where there is a human factor intervening, there is no absolute guarantee of independence. However, what can contribute to achieving independence of experts is to make sure they act in a professional manner.

This include the importance of ensuring that individual experts do not politicise the work of TB when considering reports or communications in light of bilateral relations between a given State party and the State of which the expert is a national. In this regards, the bureau of each TB should for example pay careful attention when designating rapporteurs for the consideration of a periodic reports.

V- Resourcing of treaty body system:

- In order to tackle challenges of lack of resources, it is important to make sure that available resources are used for the performance of mandated activities of TB.